

**Demande déposée le 21/11/2024**

**N° AT 013 031 25 A0009**

Par : **Madame RAMOS Marie**  
Demeurant à : **7 boulevard Paul  
13190 ALLAUCH**

Sur un terrain sis à : **311 avenue de Solobie  
13112 LA DESTROUSSE  
AI 14**

**Monsieur le Maire de la Ville de LA DESTROUSSE**

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L111-7, L111-8, R111-19 à R111-19-26et R 123-1 à R123-21

**VU** la demande d'autorisation de travaux susvisée, pour l'aménagement d'un magasin d'optique, de 5<sup>ème</sup> catégorie, de type M pour la vente au détail d'optique, situé à LA DESTROUSSE (13112) – 311 avenue de Solobie

**VU** le rapport technique du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 12/12/2025 – pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, émettant un avis favorable et des observations à respecter

**VU** le procès-verbal N° 132A2025 de la Commission d'arrondissement de Marseille – Accessibilité aux personnes handicapées dans les ERP, émettant un avis favorable et des observations à respecter e, en date du 12/12/2025

**ARRETE**

**Article Unique** : Les travaux décrits dans la demande d'autorisation de travaux susvisée peuvent être entrepris en respectant les prescriptions émises dans le rapport et les procès-verbaux de chacun des services ci-joint annexés.

La Destrousse, le 12 décembre 2025

Le Maire,  
Michel LAN.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales, ainsi qu'à la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture (bureau Construction Accessibilité) pour information et établissement de statistiques.

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**- DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.